

Déclaration du SNES au CSE du 1er juillet 2010

A l'occasion du dernier CSE de l'année scolaire, le SNES-FSU constate que dans l'éducation nationale tous les voyants sont au rouge : absence quasi-systématique de dialogue social qui se réduit souvent à des concertations éclairs, (le refus encore essuyé aujourd'hui de retirer trois textes de l'ordre du jour de ce CSE duquel est encore absent le Directeur de la DGESCO alors que sont présentés tous les programmes des classes de première générale en est le dernier exemple), impréparation de la rentrée prochaine, dégradation des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

A propos des textes sur la discipline le SNES renouvelle sa demande de leur retrait : tous les participants à la CSL-CSC ont souligné l'absence de concertation et la nécessité de prendre le temps du bilan.

J'aborderai 3 sujets : le sacrifice de la formation professionnelle des nouveaux recrutés sur l'autel des réductions budgétaires, la mise en place de la réforme en classe de seconde et le feuilleton tragi-comique des manuels scolaires, la situation des personnels.

Toute la communauté éducative le répète inlassablement depuis des mois, et depuis des mois le ministère fait semblant de ne pas entendre : les conditions d'accueil des stagiaires dans le second degré sont inacceptables tant en terme de préparation des personnels à l'accomplissement de leurs missions, qu'en terme de qualité de l'offre de formation des élèves. Cette réforme est néfaste pour le service public d'éducation, il est encore temps de revenir sur les conditions d'organisation de l'année de stage.

La mise en place de la classe de seconde relève aussi du bricolage et du désengagement du ministère sous couvert d'autonomie, mot magique qui en l'occurrence permet à l'administration centrale de renvoyer aux établissements les choix qu'elle n'est pas capable, ou qu'elle n'a pas le courage, de faire. Que ce soit l'organisation de l'accompagnement personnalisé ou la répartition des 10 H 30 non affectées, la confusion la plus grande règne et les différences entre les établissements dessinent un lycée qui s'éloigne de l'ambition d'égalité de tous dans l'accès aux savoirs et aux qualifications. Pour le SNES, le lycée ne peut être qu'une propédeutique du supérieur, doit s'inscrire dans une cohérence du second degré et nous combattons toute tentative affichée ou cachée de sa partition.

C'est aussi dans cet esprit que le SNES interviendra dans les débats d'aujourd'hui sur les programmes. Il le fera, comme il l'a toujours fait, avec l'ambition de la qualité de ce qui est enseigné, avec l'objectif d'une formation des jeunes équilibrée entre connaissances disciplinaires structurantes et capacités à les mettre en œuvre aujourd'hui dans leur cursus scolaire puis universitaire et demain dans leur vie citoyenne et professionnelle.

Le SNES ne peut accepter la légèreté avec laquelle le Ministère traite le dossier du renouvellement des manuels scolaires imposé par la réforme en classe de Seconde.

L'allocation de rentrée scolaire sera bien insuffisante pour permettre aux familles modestes de prendre ce surcoût (au moins 7 manuels neufs) en charge. Les fonds de réserve des lycées, particulièrement ceux situés en zones difficiles, ne suffiront pas à aider et il ne nous semble pas normal que ce soit les fonds sociaux qui servent à compenser les carences du ministère. Certains établissements vont se retrouver en difficulté face, par exemple, à la prise en charge des photocopies. Les Régions et les associations de parents d'élèves, qui n'ont pas obligation à participer financièrement, ont pris des positions diverses, prises de court par le

calendrier.

Le SNES renouvelle ici sa demande d'une réponse exceptionnelle loin d'une allocation « brosse à dent » à une situation exceptionnelle évoquée par le Ministère lors d'une audience. Les fonds des lycées doivent être abondés.

En ce qui concerne le collège, le flou le plus grand règne sur la mise en place de l'évaluation du socle commun, les versions du livret de connaissances et de compétences se succèdent sans jamais convaincre, l'expérimentation de l'épreuve d'histoire des arts au brevet s'est faite dans le plus grand désordre...et je ne parle pas de la mise en place des CLAIR dans l'opacité la plus grande et qui sont déjà présentés à la presse et à l'opinion publique comme l'avenir de l'éducation prioritaire que vous finirez ainsi de transformer en « ghettos prioritaires » échappant à toutes les règles nationales. Le SNES-FSU renouvelle avec force sa demande d'abandon de cette expérimentation à la rentrée 2010.

Je terminerai par la situation des personnels. La rentrée 2010 va encore voir une dégradation des conditions d'emploi et de service des personnels enseignants, de vie scolaire et d'orientation. Compléments de service sur plusieurs établissements conduisant à l'éclatement de nombreuses équipes pédagogiques, effectifs toujours plus chargés dans les classes, emplois du temps de plus en plus éparpillés, glissement de missions... bref les personnels souffrent de votre politique ; le second degré souffre...et tout cela pour répondre à des objectifs aveugles de suppressions de postes, de « rentabilisation », de mise en concurrence, d'individualisation qui cache la déresponsabilisation de l'Etat... Alors que le gouvernement prépare le budget 2011, il est encore temps de choisir le développement du service public et l'investissement pour l'école.